

LES RAIDS AÉRIENS ISRAËLIENS SUR GAZA UNE AGRESSION LÂCHE ET CRIMINELLE

LE samedi 27 décembre, des avions militaires israéliens et des hélicoptères ont lancé un raid sur la ville de Gaza visant un centre de police, puis aussi l'Université ainsi qu'une prison. Il n'y a pas eu qu'un seul assaut. Alors que les vivants transportaient dans les rues les morts et les blessés, les bombardements continuaient faisant un véritable carnage.

On aurait compté près de 200 morts, ce samedi, en majorité des policiers mais aussi plus de 60 civils, hommes, femmes et enfants. Plus de 300 blessés dont 120 dans un état grave. Les hôpitaux sont surchargés et manquent de moyens.

Et depuis samedi, les raids se succèdent jour et nuit sur Gaza, au Nord près de la frontière israélienne et au sud près de la frontière égyptienne, à Zafah.

Maisons éventrées, cadavres jonchant le sol, foules hurlant, transportant les corps brisés. On croit assister à un remake d'un mauvais film, celui de l'agression sur le Liban en 2006. Mais ici, pas de réfugiés sur les routes fuyant les zones de combat, car les Palestiniens sont pris au piège.

Sur un territoire de 360 km² vivent 1,5 millions de Palestiniens, un territoire entouré d'un mur, coté israélien, un territoire fermé au sud à la frontière égyptienne.

Des raids associés à un blocus impitoyable, les palestiniens vivent un enfer. Bilan provisoire : près de 400 morts et plus de 1500 blessés.

Les Israéliens expliquent que seuls sont visés les militants du Hamas. Explication dérisoire, et cynique car la population civile est nécessairement tout autant touchée.

Devant la protestation internationale, les Israéliens ont laissé passer quelques camions humanitaires de vivres et de médicaments mais ils ont arraisonné un petit cargo en provenance de Chypre affrété par des militants pacifistes européens et américains et qui apportait une aide humanitaire.

Au Sud, l'Égypte vivement critiquée par les populations arabes a fermé sa frontière, n'entrant légèrement le terminal de Rafah lundi pour laisser passer des ambulances transportant une vingtaine de blessés palestiniens.

Israël a massé chars et infanterie à la frontière, 6500 réservistes ont été rappelés, une intervention terrestre semble imminente.

Une agression programmée

L'agression israélienne n'est pas une réponse à quelques tirs de roquettes (qui ne sont d'ailleurs pas le seul fait du Hamas, mais aussi du Jihad islamique et même de la branche armée du Fatah, le parti du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas. Elle a été préparée, programmée.

Le 19 décembre prend fin la trêve de six mois prononcée par le Hamas. Compte tenu de la poursuite du blocus imposé à la banque de Gaza depuis juin 2007 et de l'incursion de militaires israéliens sur le territoire palestinien le 24 novembre, le Hamas déclare qu'il ne renouvellera pas la trêve. Cependant à la demande du président égyptien Hosni Moubarak, il accepte d'obscurcir une trêve d'une journée.

Tzipi Livni, le ministre des affaires étrangères en visite au Caire déclare qu'Israël est prêt à intervenir pour protester contre les tirs de roquette. Et le 27 décembre, c'est l'agression, opération «plomb durci» qui selon les déclarations d'Ehud Olmert comprend plusieurs phases, une opération qui durera plusieurs semaines.

La phase suivante devrait être sans doute une offensive terrestre. Les Israéliens déclarent qu'ils n'ont pas l'intention de réoccuper la banque de Gaza mais seulement de détruire le Hamas, une organisation considérée comme terroriste par les Américains, les Européens et les Israéliens, mais une organisation qui a remporté les élections législatives dans les territoires de Gaza et de Cisjordanie.



Les objectifs d'Israël

Le ministre travailliste de la défense Ehud Barak a déclaré qu'Israël allait élargir et intensifier l'intervention. Uniquement pour détruire le Hamas ? On ne peut le croire.

En fait, Israël poursuit de manière machiavélique un plan : empêcher toute reconnaissance du droit des Palestiniens et construire le grand Israël qui pourrait à l'intérieur contenir quelques «réserves» à l'image des réserves indiennes.

L'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) avec comme dirigeant Yasser Arafat était parvenue à faire admettre à l'opinion publique internationale le droit des Palestiniens à construire un État dans les frontières de 1967 sur les territoires occupés dont l'ONU dans sa résolution 242, réitérée par la résolution 338 avait exigé l'évacuation et le droit au retour des réfugiés. En 1999, sous l'égide des États-Unis, Clinton étant alors

président, les négociateurs palestiniens et israéliens signent les accords d'Oslo. Cadeau empoisonné. Israël dont la création repose sur l'expropriation des Palestiniens, un état colonial résultant de la volonté des Anglais et des Américains, reconnu par l'ONU, y compris par l'URSS, obtient ainsi une reconnaissance de la part des Palestiniens.

En revanche, les Palestiniens pour accéder à leur état doivent accepter des étapes.

Le processus d'Oslo n'a jamais été respecté par les Israéliens même Y. Rabin qui a poursuivi la colonisation de Jérusalem Est.

Le processus d'Oslo a entraîné une première rupture dans l'OLP. Certaines composantes (FDLP-

té était maintenue entre les différentes factions palestiniennes, les élections entraînent des luttes féroces entre Fatah et Hamas qui aboutissent en 2007 à la prise de pouvoir du Hamas à Gaza, refusant de reconnaître l'Autorité palestinienne.

Fin 2008, selon les accords imposés par G.W. Bush à Annapolis, les négociations palestiniennes et israéliennes devaient aboutir. L'intervention israélienne à Gaza met fin aux négociations. Mahmoud Abbas rompt les négociations devant ce qu'il nomme «une attaque criminelle et lâche», tout en demandant au Hamas, en présence d'Hosni Moubarak, au Caire d'arrêter les tirs de roquettes. Israël est parvenu à ses fins : il n'y aura pas d'État palestinien, il n'y a plus de processus de paix et l'Austérité palestinienne est déconsidérée d'autant que des dirigeants israéliens affirment qu'ils ont rendu service au Fatah en voulant éliminer le Hamas. Ce qui aura probablement l'effet inverse.

Israël est d'autant plus parvenu à ses fins que la Syrie rompt aussi les négociations. Israël conservera le Golan... Tzipi Livni du parti Kadima espère ainsi remporter les élections législatives anticipées qui auront lieu le 10 février. Pour la 1ère fois dans les sondages, un Kadima devance le parti de droite le Likoud.

Quant à l'armée israélienne, elle espère faire ainsi oublier ses échecs au Liban devant le Hezbollah.

Le jeu des États-Unis et de l'Union européenne

Tzipi Livni a déclaré lundi : «Nous attendons de la communauté internationale qu'elle soutienne notre opération qui vise à changer la situation sur le terrain et ramener le calme pour des centaines de milliers d'Israéliens vivant à portée des roquettes tirées depuis la bande de Gaza... Nous ne pouvons accepter que le monde mette sur le même plan une organisation terroriste comme le Hamas qui a pris le contrôle de la bande de Gaza de façon illégitime et un État membre des Nations unies qui exerce son droit à l'autodéfense». C'est exactement le point de vue des États-Unis. Il serait inconcevable qu'Israël ait agi sans l'accord des États-Unis, Israël qui a son lobby aux États-Unis mais qui est aussi la tête de pont des États-Unis au Proche Orient.

L'Union européenne sous présidence Sarkozy adopte les positions similaires sur le droit à «l'autodéfense» d'Israël. Lors de sa visite en Israël, Sarkozy avait déclaré : «Je ne transigerai jamais sur la sécurité d'Israël...» Mieux, alors que le Parlement européen avait sur intervention de députés de gauche Unie et du PSE fait repousser la décision du Conseil européen de «rehausser» le statut d'Israël par rapport à l'Union européenne, le Conseil des ministres européens sur l'initiative de B. Kouchner a passé outre l'avis du Parlement et décidé le «rehaussement».

Ce rehaussement donne un statut spécial à Israël qui devient quasi membre de l'Union européenne non seulement au plan économique mais aussi politique (droit de participer à certaines séances du Conseil européen) et en matière de défense (un projet de participation d'Israël à l'OTAN existé également).

L'opération israélienne à Gaza s'inscrit donc dans une perspective géostratégique plus vaste. C'est aussi l'influence occidentale au Proche Orient qui est en jeu.

Les réactions arabes

Dans les pays arabes, la colère est à son comble et se traduit dans d'immenses manifestations contre l'agression israélienne.

La réaction des pays arabes n'est pas à la hauteur de leur population.

Des divisions apparaissent qui sont plus complexes que l'opposition entre modérés proches des Américains et pays plus radicaux. Il y a aussi des rivalités entre États et des situations internes particulières à chaque pays.

L'Égypte, notamment, est mise en accusation par les populations arabes qui lui reprochent de faire le jeu d'Israël. H. Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah au Liban appelle les Égyptiens à contraindre le gouvernement d'Hosni Moubarak à ouvrir de manière permanente le terminal de Rafah. Or l'Égypte qui joue souvent les intermédiaires entre Israéliens et Palestiniens, craint aussi son opposition intérieure, les frères musulmans qui ont des liens avec le Hamas.

Le secrétaire de la Ligue arabe Amr Moussa avait prévu une réunion le dimanche ou lundi au Caire. Cette réunion n'aura lieu probablement que vendredi à Doha au Qatar, une réunion que le libyen Khadafi a déjà décidé de boycotter parce que inutile et impuissante.

Une crise dangereuse pour le Proche Orient et la paix mondiale

À Wade, le président au Sénégal et président de l'OIC (Organisation de la Conférence Islamique) qui regroupe 1,5 milliards de musulmans a déclaré que Khaled Meshaal, le secrétaire du Hamas vivant en Syrie était prêt à négocier un cessez le feu définitif avec Israël.

En revanche, Israël s'est déclaré prêt à de longues semaines d'action contre le Hamas. Benyamin Ben Eliezer, le ministre israélien des infrastructures a déclaré : «Israël n'est pas intéressé par un cessez le feu avec le Hamas dans la bande de Gaza... Nous n'avons aucune raison car cela permettra au Hamas de retrouver des forces».

Mardi, les ministres des affaires étrangères du Quartet ainsi que le représentant de l'ONU ont demandé un cessez le feu immédiat mais sans prévoir une quelconque action de leur part.

Réunis à Paris, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont demandé suite à la proposition de B. Kouchner «un cessez le feu permanent et respecté et avec un accès humanitaire».

Au 1er jour de l'année 2009, N. Sarkozy recevra, non en tant que président de l'Union européenne mais en tant que président français Tzipi Livni qui soutiendra la thèse israélienne de l'autodéfense et apportera sans doute la réponse aux propositions françaises sur un cessez le feu, dont on ne connaît pas la teneur.

Les manifestations continuent de se développer dans les pays arabes dans le reste du monde pour rappeler aux chefs de gouvernement les droits du peuple palestinien et la volonté de paix.